

SITUATION SÉCURITAIRE

# Al-Qaïda revendique une nouvelle forme de guerre

Annoncée depuis quelques semaines, une étude qualifiée de «stratégique» vient d'être publiée sur un site Internet de la galaxie d'Al-Qaïda.

Dédiée à des stratèges américains de l'«Institut de Washington», elle les prévient qu'une fois qu'ils l'auront lue, s'il existe quelque chose qu'ils auront à regretter, c'est d'être des Américains, et s'il y a quelque chose de sage qu'il leur reste à faire pour le bien de leur nation, c'est de se tirer une balle dans la tête.

Cette étude de 24 pages n'est intéressante que dans la mesure où c'est, pour une fois, de l'intérieur d'Al-Qaïda que provient sa vision à la fois historique et «militaire» du terrorisme qu'elle fait subir aux pays où elle a pu s'implanter.

A grandes enjambées et avec beaucoup de raccourcis, elle retrace l'évolution du monde occidental depuis les débuts de l'ère industrielle et la politique de «colonisation» du reste du monde par le monde occidental.

Ce même expansionnisme a amené les pays européens à se battre entre eux avec les deux guerres mondiales qui ont reconfiguré les frontières et permis à l'Amérique de s'y implanter avec son Plan Marshal et la mise en place de l'Otan.

«L'Europe a, ainsi, mis fin à sa souveraineté sur le monde et s'est placée sous l'étendard de l'Amérique qui en a partagé la domination avec l'Union soviétique».

L'expansion économique de l'Amérique a marché de pair avec son expansion militaire, avec l'implantation de bases pour la défendre dans plusieurs pays au Moyen-Orient et ailleurs et qui seront utilisées dans la guerre du Golfe de 1991.

Cette trajectoire a été accompagnée par la «guerre froide» entre les deux grandes puissances et qui a commencé par le développement de l'arme nucléaire en 1945 (Hiroshima), suivie, quatre années plus tard, par l'essai réussi des Soviétiques. Une lutte idéologique sans merci entre le capitalisme et le communisme est alors menée entre l'Otan et le Pacte de Varsovie pour le contrôle de l'administration du monde. La chute de l'Union soviétique a laissé l'Amérique le seul maître à bord.

En face de cette situation a évolué le courant du «djihad». Il a commencé avec El-Mawdoudi (Pakistan) et Sayyed Qotb (Egypte), avec Ibn Taymiyyat comme référence. Il est passé par trois «symboles historiques», Sayyed Qotb, Abdellah Azzam et Oussama Ben Laden, héritant des luttes strictement «populaires» contre le colonialisme, menées par des oulémas (Chamil dans le Caucase, Azeddine El-Qessam en Palestine, Abdelkrim El-Khatibi au Maroc).

L'Algérie dominée par la «pensée soufie» prêchant «la patience devant le malheur», est rayée de l'histoire malgré ses épopées «populaires». Mais pas Omar El-Mokhtar (soufi qui s'est laissé influencer par le wahhabisme) en Libye. Le «djihad» ayant ainsi commencé sous forme «nationaliste» a continué avec El-Mawdoudi et Qotb prônant l'élimination des «régimes serviles» semés par les colonisateurs avant leur départ. Il s'est matérialisé à travers les premières organisations «jihadiques salafistes» («Jeunesse islamique» au Maroc, «Al-Jihad» en Egypte, MIA en Algérie, etc.), avant de passer au «djihad régional hors frontières» qui a commencé en Afghanistan avec Abdellah Azzam en 1979 auquel ont participé 40 000 «moudjahidine qui ont bénéficié d'une formation idéologique, spirituelle et militaire». L'«expérience» a continué en Bosnie sous le commandement de l'Algérien Abou El-Maâli, en Tchétchénie et avec les autres soutiens en direction du Cachemire, les philippines, Somalie, etc. Désormais, il ne s'agit plus du «djihad populaire» limité à un pays et sans références idéologiques.

Les «moudjahidine» sont devenus une «force d'intervention rapide, prêts à intervenir partout où ils le doivent». Le «djihad» est devenu «mondial».

Le point de départ a été «l'envahissement américain de l'Arabie Saoudite en 1990 sous prétexte de libérer le Koweït». Cela a amené Ben Laden à penser à la façon de réunir les «moudjahidine» éparpillés pour les mobiliser contre un même objectif.

Ainsi est né, en 1998, le «Front mondial contre les croisés et les juifs», qui a été suivi par les attaques contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, l'US. Cool en 2000 au Yémen. C'est à ce moment que les trajectoires américaine et «jihadique» sont entrées en confrontation.

Il s'agit d'une nouvelle forme de guerre. La «guerre disproportionnée» contre laquelle l'Amérique ne peut rien. Son nucléaire, ses avions fantômes, ses satellites, ses porte-avions ne peuvent rien contre un kamikaze qui se fait exploser contre une cible névralgique. Surtout quand Al-Qaïda elle-même ne possède absolument rien qui pourrait constituer un objectif important à abattre. Alors que, de son côté, elle n'a que l'embarras du choix, aisément repérable et plus aisément encore à détruire par le biais d'un kamikaze, comme ce fut le cas le 11 septembre 2001, réussissant à attirer l'Amérique en Afghanistan et même en Irak. Al-Qaïda reconnaît avoir perdu l'«émirat taliban», mais elle est persuadée d'avoir gagné en contrepartie trois autres «émirats», celui de l'Irak, la «Péninsule arabique» et le «Maghreb islamique». En plus du «commando mobile Abou Hafs Al-Masri», prêt à intervenir, à la demande, partout dans le monde. Al-Qaïda est devenue une organisation sur laquelle le soleil ne se couche jamais. Elle a déjà vaincu, conclut l'«étude».

Mohamed Issami

## AFFAIRE DES MOINES DE TIBHIRINE

# Sarkozy fait marche arrière

*Après avoir déclaré que «les relations entre les pays ne peuvent s'établir sur le mensonge», le président français s'est finalement ravisé en évoquant une nouvelle fois l'affaire de Tibhirine. En effet, jeudi dernier, à partir de L'Aquila en Italie, Nicolas Sarkozy a dit «s'en tenir» au «communiqué n° 44 du GIA» qui avait revendiqué l'assassinat des religieux.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)**

- Sarkozy semble vouloir calmer, dans sa gestion du dossier des moines de Tibhirine. «Je n'ai accusé personne. Je veux que la justice soit faite (...) Pourquoi voudriez-vous que mes relations avec le président algérien s'en trouvent bouleversées ? La justice est saisie, que la justice dise la vérité. Moi je m'en tiens quand même au communiqué, je crois numéro 44, du GIA en 1996 revendiquant l'assassinat des moines», a-t-il déclaré, ce jeudi, à l'occasion d'une conférence de presse animée au cours du sommet du G8 de L'Aquila en Italie. Une déclaration qui tranche avec celle prononcée de deux jours plus tôt. «Je vous dis une chose, je veux la vérité. Les relations entre les grands pays, elles s'établissent sur la vérité et non

pas sur le mensonge (...) On ne peut pas dire que l'amitié entre les peuples et entre les pays peut résister aux mensonges. Il faut faire la lumière, il n'y a rien à cacher. En tout cas, de mon point de vue, je suis vraiment déterminé à ce que la lumière soit faite», avait souligné Nicolas Sarkozy dans une première réaction aux «révélations» du général français à la retraite François Buchwalter. Il est difficile d'expliquer ce brusque changement de ton opéré en l'espace de 48 heures. Il est, toutefois, certain que la préservation des relations entre l'Algérie et la France y est pour quelque chose, même si Alger s'est tenu de réagir officiellement. Au-delà de cet aspect de relation d'Etat à Etat, il semblerait que ce soit les «révélations» de l'ancien attaché

militaire français à Alger qui poserait aujourd'hui un gros problème de crédibilité. Techniquement, la version selon laquelle les têtes des moines sont restées intactes au terme d'un bombardement aérien ne tient pas du tout la route.

Quant à la source qui a soufflé l'information à l'officier français, les propos de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette, explique à eux seuls la situation. «Cette version, je ne peux pas la contester plus qu'une autre, elle est quand même au quatrième degré : c'est l'homme qui a vu l'homme, qui a vu l'homme qui a tué l'ours», a indiqué Hervé de Charette, qui était à la tête de la diplomatie française au moment des faits. Lui aussi s'en tient à la revendication du GIA. «En tant que ministre des Affaires étrangères, je n'ai jamais eu connaissance de cette thèse développée aujourd'hui par M. Buchwalter. Pour moi, ce n'est qu'une opinion, celle d'un fonctionnaire parmi tant d'autres», a-t-il précisé. Je suis personnellement

porté à m'en tenir à la version la plus pratique, celle qui s'appuie sur des faits, c'est-à-dire que le GIA a revendiqué ces événements, a demandé en contrepartie des initiatives de la France, à savoir la libération d'Algériens détenus, ce que nous n'avons pas fait, a menacé de les tuer et, quand ils ont été découverts, a déclaré que c'était lui-même qui l'avait fait. Donc ce sont là les faits, tout le reste ce ne sont que des commentaires».

Reste que sur le plan juridique, Sarkozy s'est dit prêt à faciliter l'action des enquêteurs. «J'indique de la façon la plus claire que, naturellement, je lèverai le secret-défense sur tout document que nous demandera la justice. Il n'y a pas d'autres façons de faire manifester la vérité, aucune autre façon. Ce sont des faits qui remontent à 1996.

La justice est saisie, la justice doit avoir tous les documents», annonçait, jeudi, le président Sarkozy. Un engagement solennel adressé essentiellement à l'opinion publique française.

T. H.

# Un été algérien (5)

*Suite de la page «Une»*

Non, ce n'est pas la recherche de la vérité qui est à l'ordre du jour. S'il y a un Etat qui a bel et bien menti — au cas où cette bévue est prouvée — c'est bien l'Etat français qui a camouflé les rapports du sieur spécialiste en manip ! Ce qui est recherché en vérité, c'est le ternissement de l'image de marque de l'ANP, une armée qui continue de combattre courageusement l'hydre intégriste, pour l'honneur de l'Algérie républicaine, mais aussi pour la sécurité du Maghreb et de... la France ! Si cette armée dérange tant, c'est qu'elle continue de constituer une force nationale solide opposée aux plans de l'impérialisme et de ses monstres créés, comme Al-Qaïda ! Cette armée est la fille de la glorieuse ALN qui a chassé la France coloniale de nos terres et redonné sa dignité au peuple algérien ! C'est cette armée qui a imposé un pouvoir révolutionnaire en 1965 pour mettre fin au culte de la personnalité et à l'anarchie ; réengageant l'Algérie dans la voie de la révolution. Il en coûta à l'impérialisme de nouvelles et cuisantes

défaites sur le plan économique, avec la reconquête de nos richesses nationales et la nationalisation des secteurs stratégiques. Il s'en suivit des embargos et des campagnes de déstabilisation pareilles à celle qui ressurgit aujourd'hui en France et dont l'objectif n'est autre que de nous rabaisser davantage après tous les reculs de ces dernières années ! C'est cette armée, soutenue par des patriotes éclairés, qui mit fin, en 1992, à un processus électoral porteur de graves dangers pour la République et que M. Mitterrand voulait voir se poursuivre !

Que ces messieurs, qui n'apprendront jamais les leçons de l'histoire, — «l'impérialisme est un mauvais élève» a dit le général Giap —, et qui continuent à vouloir jouer le rôle de maîtres, sachent que la roue de l'histoire ne tourne jamais dans le sens contraire. Ici et en ces jours, l'ANP se bat contre une organisation terroriste mondiale dont les objectifs ne s'arrêteront pas à la domination de l'Algérie et du Maghreb. Que les stratèges aux mains engluées soudainement dans les fanges de la manipulation et de la désinformation se réveillent à temps ! Contre

le monstre, toute hésitation, toute lutte accessoire, toute interrogation du style «qui-tue-qui ?» peuvent être fatales. Aux jeux de coulissses et de frappes dans le dos, nul ne sera gagnant.

L'Algérie d'aujourd'hui n'a pas d'histoire en dehors de l'ALN et de l'ANP. C'est dans le maquis que nous avons bâti notre dignité et c'est toujours dans le maquis que nous construisons notre avenir. Ces choix nous sont imposés. C'est pourquoi nous aurons toujours besoin d'une armée nationale populaire pour protéger notre pays contre les appétits des uns et des autres. Quand la France s'attaque à l'ANP, elle s'attaque à tout le peuple algérien.

Nos dirigeants peuvent ne pas réagir. Cela ne nous empêche pas de le faire. Nous sommes si près de ce peuple qu'il nous en voudrait si nous ne le faisons pas. Alors, aux généraux de pacotille qui ont perdu les vraies guerres et gagné leurs médailles dans les cabinets du renseignement, nous disons ceci pour terminer : l'Algérie de papa, c'est terminé ! Fini pour de bon !

farahmaamar@gmail.com

## VISITE D'INSPECTION ET DE TRAVAIL DU DGSN À RELIZANE

# De nouvelles structures pour la police de proximité

*Le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M. Ali Tounsi, était ce mercredi après-midi en visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Relizane.*

Accompagné de ses proches collaborateurs, du chef de la Sûreté de wilaya, du wali et des autorités civiles et militaires, il a d'abord procédé à l'inauguration de la nouvelle

Sûreté de daïra de Djidiouia, sur une assiette de 2 241,50 m² pour un coût de 50 700 000 DA. Le DGSN, s'est, par la suite, dirigé au chef-lieu de wilaya où il a inauguré le nouveau siège de

la Brigade de recherche et d'investigation (BRI).

Cette nouvelle infrastructure, créée au sein des sûretés de wilaya, est rattachée organiquement aux services de la wilaya de la police judiciaire. Elle aura pour mission la recherche de renseignements judiciaires, l'identification des réseaux du

crime organisé et leur démantèlement. Poursuivant sa visite d'inspection, le premier responsable de la Sûreté nationale a inauguré une sûreté urbaine pour une autorisation de programme de 18 317 194 DA, un stand de tir et une salle de sport pour un coût de 43 909 749 DA.

A. Rahmane

## TIZI-OUZOU

# Explosion de deux bombes à Azazga : 6 militaires légèrement blessés

Deux bombes artisanales actionnées à distance ont explosé quasi simultanément à quelques centaines de mètres d'intervalle au passage d'un convoi militaire se dirigeant vers le campement de Yakouren, dans l'après-midi d'hier, sur la RN 12 à Azazga, juste après l'hôpital Meghneim-Lounès.

Selon nos sources, le bilan fait état de six militaires légèrement blessés évacués vers la structure hospitalière militaire de Bordj-Ménaïel, alors qu'une autre source parle de huit militaires blessés.

La route a été momentanément fermée à la circulation par les services de sécurité pendant deux heures à l'effet de s'assurer de l'absence d'autres bombes en ces lieux.

Cet attentat intervient quelques mois à peine après celui perpétré contre une patrouille mobile de gendarmes sur ce même tronçon et à moins d'un mois après l'intrusion nocturne dans un bar d'une ving-

taine de terroristes, situé non loin de là , et à un moment où la région est ratissée par des centaines de militaires dont des unités d'élite.

S. Hammoum

# Un militaire tué et plusieurs blessés à Azeffoun

Une déflagration a été entendue dans la localité d'Azeffoun, à proximité du village Issoumathen, à 10 km du chef-lieu de daïra, ce jeudi en début de soirée. L'explosion s'est produite sur une piste agricole, loin des habitations. Elle aurait fait des blessés parmi les militaires qui étaient en train de sécuriser la zone.

F. B.